Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-bolivien-affronte-la-plus-grave-crise-de-son-mandat>

Le président bolivien affronte la plus grave crise de son mandat.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 9 septembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président socialiste bolivien Evo Morales affronte la plus grave crise de son mandat face à l'opposition de droite qui a déclenché vendredi un mouvement de grève dans les régions prospères, fédérées autour de Santa Cruz, la capitale économique du pays.

Par l'Agence France-Presse

Santa Cruz, Bolivie, le vendredi 8 septembre 2006.

Cette action, lancée par les partis conservateurs, dont celui de l'ancien chef d'État Jorge Quiroga ainsi que les associations civiques et les organisations patronales, touche quatre régions sur neuf dans l'Est, Santa Cruz, Tajira, Beni et Pando, qui détiennent des gisements d'hydrocarbures et fournissent 30% du PIB.

Premier président amérindien de Bolivie, le président Morales, qui n'a pas réussi à obtenir une majorité suffisante à l'Assemblée constituante désignée en août dernier pour entériner sa politique, se heurte à l'opposition libérale, hostile à la nationalisation des hydrocarbures et la réforme agraire.

Un mouvement de grève de 24 heures et de paralysie des axes de circulation a gagné progressivement l'ensemble de ces riches provinces, qui ont toutes voté en faveur de leur autonomie régionale, lors du référendum organisé en même temps que l'élection de l'Assemblée constituante.

À Santa Cruz, des groupes de jeunes habitants, membres d'une association civique, ont paralysé les axes routiers principaux avec des barricades et contraint les commerçants à baisser le rideau, armés de bâtons et de pierres.

Une enquête a également été ouverte à la suite d'un attentat au cocktail Molotov commis dans la matinée contre l'antenne de la télévision publique, provoquant de légers incendies.

Le puissant Comité civique Pro-Santa Cruz, qui milite pour le renforcement de l'autonomie face au pouvoir central de La Paz, a appelé la population à résister contre le manque de respect du chef de l'État.

Selon le gouvernement, le mouvement de grève, dirigé par le parti Podemos de l'ancien président Quiroga, est financé par les grands propriétaires terriens et les multinationales pétrolières, dont les intérêts sont affectés par les réformes du président Morales, afin de torpiller les travaux de l'Assemblée constituante.

Le pays le plus pauvre et le plus instable d'Amérique du Sud apparaît plus que jamais coupé en deux, entre les Indiens quechuas et aymaras des montagnes pauvres de l'Ouest dont est originaire Evo Morales, et les Blancs et métis des riches plaines agricoles de l'Est.

Le chef de l'État a dénoncé ce mouvement de grève qui fait craindre une escalade de la violence, estimant qu'il trahissait le « mépris (des élites) envers le mouvement indigène ».

« Quand ils parlent de grève, je sens que c'est de la haine, du mépris envers le mouvement indigène », a affirmé Evo Morales, dont le programme prône la récupération des ressources naturelles du pays au profit des couches défavorisées.

Depuis La Paz, la ministre du Gouvernement (Intérieur), Alicia Munoz, a lancé un avertissement aux « hordes fascistes », menaçant de faire intervenir la police « s'ils persistaient à se montrer agressifs ».

Le président bolivien affronte la plus grave crise de son mandat.

« Le gouvernement ne nous fait pas peur », a répliqué le préfet de Santa Cruz, Ruben Costas, allié de l'ex-président Quiroga, adversaire malheureux de Morales aux dernières élections présidentielles.